



**PRÉFÈTE  
DE L'INDRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la modernisation interministérielle  
et de l'environnement**

**ARRETE préfectoral complémentaire du 26 MAI 2026**  
**portant changement d'exploitant de la carrière d'argile et de casiers de stockage**  
**d'amiante lié à des matériaux de construction aux lieu-dits « Montipeneau »,**  
**« Pontgautron » et « Le Grand Gaillard » sur le territoire de la commune de GOURNAY**  
**au profit de la société SUEZ RV Centre Ouest**

**(n° AIOT 0010005962)**

**LA PRÉFÈTE DE L'INDRE,**  
**Chevalier de la Légion d'honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, et notamment le livre V titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et en particulier l'article R. 516-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 décembre 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux exploitations de carrières soumises à déclaration sous la rubrique n° 2510 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant pour la période 2022-2027 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2004-E-84 du 13 janvier 2004 autorisant la société CERATERA à exploiter une carrière d'argile sur le territoire de la commune de GOURNAY ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-02-0120 du 14 février 2008 portant transfert au profit de la société IMERYS CERAMICS FRANCE de l'autorisation d'exploiter la carrière susvisée ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 avril 2018 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière d'argile exploitée par la société IMERYS CERAMICS FRANCE sur le territoire de la commune de GOURNAY ;

Vu l'arrêté n° 36-2021-10-26-00004 du 26 octobre 2021 instituant des servitudes d'utilité publique dans la bande des 100 mètres autour d'un casier dédié au stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux de construction Carrière d'argile exploitée par la société d'exploitation de GOURNAY sur le territoire de la commune de GOURNAY ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2021 autorisant la prolongation de la durée d'exploitation de la carrière d'argile et la création d'un casier de stockage d'amiante lié à des matériaux de construction sur le territoire de la commune de GOURNAY aux lieux-dits « Pontaugron » et « Le Grand Gaillard » par la société d'exploitation de GOURNAY (SEG) ;

Vu la demande en date du 29 avril 2025, reçue le 15 mai 2025 à la préfecture de l'Indre, présentée par la société SUEZ RV Centre Ouest, en vue d'obtenir en vue d'obtenir le transfert à son profit de l'autorisation d'exploiter la carrière et des casiers de stockage d'amiante ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 mars 2026 ;

Vu la transmission du projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant, notifié par courrier le 3 avril 2026 au titre de la procédure contradictoire ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant dans les délais impartis ;

Considérant que la demande de changement d'exploitant de la carrière et ses installations émise par la société SUEZ RV Centre Ouest contient les éléments d'appréciation nécessaires permettant de répondre aux exigences réglementaires et notamment aux termes de l'article R.561-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les conditions d'exploitation et de remise en état des terrains définies par l'arrêté d'autorisation du 28 octobre 2021 ne seront pas modifiées et que la société SUEZ RV Centre Ouest atteste les accepter ;

Considérant que la société SUEZ RV Centre Ouest a justifié par le biais d'un acte de fusion-absorption simplifiée en date du 14 avril 2025 à son profit du transfert des activités concernant l'exploitation de la carrière et casiers de stockage amiante détenues par la société d'exploitation de Gournay (SEG) ;

Considérant que la société SUEZ RV Centre Ouest dispose des capacités techniques et financières nécessaires pour exploiter la carrière et de casiers de stockage d'amiante et remettre en état les terrains exploités ;

Considérant que la société SUEZ RV Centre Ouest s'est engagée à fournir dès la notification du présent arrêté le document justifiant de la constitution des garanties financières pour la remise en état de la carrière ;

Considérant que la demande d'autorisation de changement d'exploitant d'une carrière ne nécessite pas la consultation préalable de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites dans sa formation carrière ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant qui n'a formulé aucune observation ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Changement d'exploitant**

L'autorisation accordée par l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2021 autorisant la prolongation de la durée d'exploitation de la carrière d'argile et la création d'un casier de stockage d'amiante lié à des matériaux de construction sur le territoire de la commune de GOURNAY aux lieux-dits « Pontaugron » et « Le Grand Gaillard », précédemment détenue par la société d'exploitation de GOURNAY (SEG), est transférée au profit de la société SUEZ RV Centre Ouest, dont le siège social est situé 6, rue Gaspard Monge – ZA de Conneuil – 37270 MONTLOUIS-SUR-LOIRE.

### **Article 2 : Articles modifiés**

Les conditions et mesures imposées au cédant demeurent inchangées.

Le cessionnaire se substitue d'office au cédant dans l'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation d'exploitation susvisée.

L'exploitation de la carrière et casiers stockage d'amiante sera menée conformément aux prescriptions techniques des arrêtés préfectoraux précédemment délivrés énumérés ci-après, des futures prescriptions d'exploiter imposées et de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé :

- L'arrêté préfectoral n° 2004-E-84 du 13 janvier 2004 ;
- L'arrêté préfectoral n° 2008-02-0120 du 14 février 2008 ;
- L'arrêté préfectoral complémentaire du 9 avril 2018 ;
- L'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 octobre 2021.

### **Article 3**

L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété du demandeur.

### **Article 4 : Liste des installations classées**

L'établissement relève du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du code de l'environnement au titre des rubriques suivantes :

## installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Rubrique	Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2510	1	A	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées aux points 5 et 6	Carrière d'argile.	10500	Tonnes par an
3540	2	A	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 220 et celles relevant des dispositions de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes.	Installation de stockage d'amiante lié	15000 (moyen 10 000)	Tonnes par an
2760	1	A	Installation de stockage de déchets <u>dangereux</u> autre que celle mentionnée au 4	Installation de stockage d'amiante lié	15000 (moyen 10 000)	Tonnes par an

(\*) A (autorisation),

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

L'installation est visée par les rubriques de la nomenclature eau suivantes :

Rubrique	Régime (*) (A, D, NC)	Libellé de la rubrique (opération)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé
2.1.5.0	D	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Carrière d'argile	la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	> 1 ET < 20	ha	6 ha 41 a 14 ca

(\*) D Déclaration

L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 6 ha 41 a 14 ca pour une surface exploitable de 3 ha 70 a



## **Article 5 : Dispositions diverses**

L'administration se réserve le droit de prescrire ultérieurement, après avis de la commission départementale des carrières, toute modification que le fonctionnement de l'exploitation rendrait nécessaire dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques et ce sans que le titulaire de l'autorisation puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité.

## **Article 7 : Notification et publicité**

Le présent arrêté est notifié à la Société SUEZ RV Centre Ouest.

Une copie est adressée au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers :

- une copie de cet arrêté est déposée dans la mairie de GOURNAY et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans la mairie de GOURNAY pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du même code ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Indre pour une durée minimale de quatre mois, à l'adresse suivante :

<https://www.indre.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/I.C.P.E/Dossier-Autorisation-ICPE>

## **Article 8 : Délais et voies de recours.**

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, au tribunal administratif de Limoges :

- par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie(s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R. 181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Dans ce même délai de deux mois, la décision peut également faire l'objet :

- d'un recours gracieux, adressé à : Mme la Préfète de l'Indre – Direction de la modernisation interministérielle et de l'environnement – Bureau de l'environnement – Place de la Victoire et des Alliés – CS 80 583 – 36 019 CHÂTEAUROUX Cedex ;

- d'un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de la Transition Écologique – Direction Générale de la Prévention des Risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92 055 LA DÉFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R. 181-50 du Code de l'environnement.

**Article 9 : Exécution.**

La secrétaire générale de la préfecture de l'Indre, le maire de la commune de GOURNAY, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la Préfète et par délégation,  
la Secrétaire générale,



Noura KIHAL-FLÉGEAU